



Réunies ce 5 novembre, les directions de l'Union Fédérale CGT des Syndicats de l'État, de la Fédération CGT des Services publics et de la Fédération CGT de la Santé et de l'action sociale affirment leur état d'esprit offensif dans cette période difficile.

Nos organisations saluent la mémoire de Samuel Paty, son engagement pour le service public. Elles dénoncent et combattent l'idéologie fanatique qui a inspiré son assassinat. Elles affirment leur attachement aux principes fondamentaux de notre République et condamnent l'odieuse instrumentalisation par le gouvernement et différentes organisations du meurtre de notre collègue. Stigmatiser une partie de la population n'est en rien conforme à l'idéal républicain et aux fondements de la laïcité. Liberté, égalité et fraternité sont des principes indissociables qui ne peuvent trouver leur pleine réalisation que dans une conception sociale et démocratique de la République, dont une Fonction publique forte au service des citoyen.ne.s est une condition essentielle.

Défendre et promouvoir la République, cela passe nécessairement par le respect des libertés publiques, des droits de grève et de manifestation, par la libre circulation des militant.e.s syndicaux et les garanties nécessaires pour mener l'activité syndicale. Cela n'est donc pas compatible avec l'état d'urgence permanent et les procédures qui entravent à tous les niveaux l'exercice plein et entier de la démocratie.

Chaque jour, la crise sanitaire et ses conséquences économiques et sociales confirment que les missions de la Fonction publique sont indispensables et doivent être renforcées. Il faut donc rompre concrètement avec les politiques d'austérité qui, depuis bien trop longtemps, ont gravement amputé les moyens indispensables à un service public de qualité et qui ont conduit à la situation alarmante que nous connaissons aujourd'hui. C'est dans ce sens que les lois de finances et de financement de la Sécurité sociale de 2021 doivent dégager les crédits budgétaires nécessaires sur l'ensemble du territoire y compris en Outre-mer.

Parce que promouvoir les missions publiques, octroyer l'ensemble des moyens permettant qu'elles soient remplies au mieux pour tous les usagers, mieux reconnaître les agent.e.s de la Fonction publique est nécessaire pour répondre aux besoins immédiats de la population, nous réaffirmons que le gouvernement doit sans délai répondre aux revendications des personnels portées par leurs organisations :

- Garantir partout que l'ensemble des moyens de protection nécessaires à la santé des personnels et des usagers leur soient fournis
- Procéder immédiatement à des recrutements pérennes permettant de répondre aux besoins
- Abroger le jour de carence et reconnaître pleinement le Covid19 en maladie professionnelle
- Augmenter les salaires dans la Fonction publique en commençant par dégeler la valeur du point

d'indice, augmenter les retraites et les pensions

- Assurer l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes
- Arrêter les contre-réformes en cours qui affaiblissent chaque jour davantage la Fonction publique et abroger les textes qui les fondent, en premier lieu la loi de Transformation de la Fonction publique.

Nos organisations s'engagent dans la campagne « 10 % pour la Fonction publique » et portent l'ambition de mesures d'urgence dont la crise confirme quotidiennement la pertinence : 10 % de postes supplémentaires ; 10 % d'augmentation des salaires ; 10 % de temps de travail en moins. Elles porteront dans ce cadre l'ambition de l'égalité femmes hommes.

Dans un nombre croissant de secteurs de la Fonction publique, en dépit de la situation sanitaire, nos collègues s'organisent avec leurs syndicats et engagent les luttes nécessaires pour se faire entendre. Nous leur apportons notre soutien et affirmons la disponibilité de la CGT pour amplifier et faire converger les luttes. Partout utilisons nos droits pour nous organiser et gagner sur nos revendications !

Nous appelons nos syndicats à construire de larges mobilisations le 25 novembre dans le cadre de la journée internationale contre les violences faites aux femmes et le 5 décembre dans le cadre de l'appel interprofessionnel à l'action contre le chômage et la précarité, pour les droits des privés d'emploi et le développement de l'emploi.

Partout, construisons dans l'unité la plus large, dans le champ syndical et au-delà, le rapport de force nécessaire pour une fonction publique au service de l'intérêt général et du progrès social.

fichiers:



[Télécharger adresse_cgtp.pdf](#) (103.9 Ko)

Public: [Infos / actions](#)
[Fonction publique](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank